N° 2
AVRIL
2026

POLICY BRIEF

IDEAS-Africa Network LBG (IDAN)

LA RESTRUCTURATION DE LA DETTE DU SRI LANKA SOUS L'ÉGIDE DU FMI ET LES ENSEIGNEMENTS POUR LE SÉNÉGAL[1]*

Ahilan Kadirgamar

Principaux enseignements

S'étant retrouvé en défaut de paiement pour la première fois de son histoire, le Sri Lanka a souscrit un 17ème programme avec le FMI, combiné à une restructuration de sa dette sous l'égide du Fonds. Contrairement à ses programmes antérieurs, celui-ci s'est traduit par des conditions draconiennes assorties de mesures d'austérité sévères.

L'analyse de viabilité de la dette réalisée par le FMI favorise les bailleurs de fonds, en particulier les détenteurs d'obligations, et n'accorde que peu d'allègement de la dette au Sri Lanka.

Le Sri Lanka n'a pas fait défaut sur sa dette intérieure, mais les détenteurs d'obligations et le FMI l'ont contraint à la restructurer ; ce qui a entraîné une réduction drastique des fonds de retraite des travailleurs.

Le coût social de ce programme du FMI, assorti d'une restructuration de la dette, a été particulièrement dévastateur pour les travailleurs, avec une pauvreté en hausse, des prix de l'énergie inabordables et une baisse des revenus réels.

Il convient d'éviter tout défaut de paiement sur la dette extérieure, compte tenu des mécanismes de restructuration favorables aux créanciers ; si cela s'avère inévitable, il faudrait envisager un défaut sélectif sur les emprunts commerciaux, en s'appuyant sur une ligne de crédit accordée par un donateur bilatéral.

Introduction

Le Sri Lanka a accédé à l'indépendance en 1948, après quatre siècles et demi de domination coloniale portugaise, néerlandaise, puis britannique. Malgré cet héritage colonial et les tentatives visant à maintenir le pays dans l'orbite occidentale, notamment celles des États-Unis avec le Plan Colombo et de la Banque mondiale avec sa vaste Mission de 1951, le Sri Lanka s'est orienté vers une industrialisation par substitution des importations et a opéré un virage géopolitique vers le Mouvement des pays non alignés en 1956. Au plus fort de cette trajectoire économique, dans les années 1970, le pays était présenté comme un modèle d'État développementiste. L'un des facteurs clés de ce succès du Sri Lanka réside dans ses excellents résultats par rapport à de nombreux indicateurs socio-économiques, malgré un faible revenu par habitant ; ces résultats sont le fruit des politiques sociales fortes mises en place après l'indépendance du pays, telles que l'éducation gratuite, les soins de santé gratuits et la subvention universelle des denrées alimentaires.

Cependant, le ralentissement prolongé de l'économie mondiale dans les années 1970, notamment en raison du choc pétrolier de l'OPEP, et la détérioration des termes de l'échange depuis la décolonisation ont induit un retour de bâton politique vers la fin de la décennie, provoquant l'avènement d'un régime de droite aligné sur les États-Unis. Premier pays d'Asie du Sud à libéraliser son économie, dans le cadre d'un programme appelé localement « Réformes de l'économie ouverte », le Sri Lanka a mis en œuvre un programme d'ajustement structurel avec le FMI et la Banque mondiale en 1978.

Cette libéralisation était axée sur le libre-échange, y compris dans le secteur agricole, et sur la financiarisation, avec la convertibilité du compte de capital. Le besoin d'apports de capitaux, après des années de grève du capital visant à priver le pays de fonds de développement pour le punir de s'être détourné de l'Occident, s'est traduit concrètement par le plus grand projet de développement de la Banque mondiale dans le pays : le détournement du fleuve Mahaweli à des fins d'irrigation et d'urbanisation. Il en a résulté une dépendance grandissante vis-à-vis de l'extérieur, avec la promotion

Ahilan Kadirgamar
Maître de conférences, Université de Jaffna, Sri Lanka

Comment citer :
Kadirgamar, A. (2026) La restructuration de la dette du Sri Lanka sous l'égide du FMI et les enseignements pour le Sénégal, IDAN Policy Brief, n°2, IDEAS-Africa Network LBG, Accra et Dakar : Ghana et Sénégal.

* Les vues exprimées ici engagent leur(s) auteur(s) et non IDAN.

[1] Les travaux de recherche du présent article ont bénéficié du soutien de Mmes Yathursha Ulakentheran et Shafiya Rafaithu.

du secteur touristique, des transferts des travailleurs migrants et d'un secteur textile qui tirait parti des quotas prévus par l'Accord multifibres (AMF). Après un boom économique initial, cette bulle économique a éclaté, les flux de capitaux n'ayant pas généré les rendements escomptés en raison de l'intensification de la guerre civile. En effet, un quart de siècle de guerre civile et les crises récurrentes de la balance des paiements ont ralenti le rythme des réformes néolibérales, les gouvernements successifs étant happés par le conflit. J'avance, ailleurs, que la deuxième vague de néolibéralisme au Sri Lanka est le fruit d'une conjonction de la fin de la guerre civile et de la crise financière mondiale de 2008-2009.[2]

La deuxième vague du néolibéralisme et la crise de la dette

La deuxième vague de libéralisation a été formellement officialisée par le 15ème programme du FMI pour le Sri Lanka en juillet 2009. Le pays était considéré non seulement comme un marché émergent, mais aussi comme une économie post-conflit, dans laquelle une stabilité autoritaire et militarisée permettait d'imposer un « développement » rapide. Les capitaux mondiaux affluaient sous forme d'investissements de portefeuille sur les marchés financiers sri-lankais – ce que continuent d'encourager la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement – mais aussi et surtout d'emprunts sur les marchés financiers internationaux sous la forme d'obligations souveraines internationales (ISB) et, dans une moindre mesure, de dettes commerciales contractées par les banques d'État.

Le Sri Lanka a émis ses premiers ISB en 2007, puis pratiquement chaque année jusqu'en 2019, pour un montant total de 18,25 milliards de dollars. Ces afflux de capitaux internationaux – avec l'aval du FMI et des agences de notation – ont permis au pays d'enregistrer dans un premier temps des taux de croissance du PIB élevés, compris entre 8 et 9 %, de 2010 à 2012, notamment grâce à l'expansion des infrastructures et au développement urbain. Toutefois, la récession économique subséquente et les problèmes persistants de balance des paiements ont amené le régime suivant à engager, en 2016, le 16ème programme du FMI pour le Sri Lanka ; ce qui a favorisé une nouvelle vague d'émissions d'obligations internationales, interrompue uniquement par la pandémie de COVID-19.

Le poids écrasant de la dette a placé le Sri Lanka dans une situation précaire, le pays étant incapable de la refinancer en raison des difficultés budgétaires et des problèmes de balance courante liés à la pandémie. La majeure partie de cette dette provenait d'emprunts commerciaux, contrairement à ce que laissaient entendre les médias occidentaux, qui évoquaient un soi-disant « piège de la dette » tendu par la Chine. Même si le régime autoritaire élu fin 2019 n'a pas arrangé la situation en procédant à d'importantes baisses d'impôts qui ont aggravé la situation budgétaire du pays, ce sont surtout la chute des transferts de fonds et des recettes touristiques due à la pandémie, la perturbation des exportations et la flambée soudaine des prix des matières premières liée à la guerre en Ukraine début 2022 qui ont exercé une pression considérable sur la balance des paiements du Sri Lanka.

Au cours des années de crise de 2020 à 2022, les instances occidentales, parmi lesquelles l'Union européenne, ont exigé du Sri Lanka qu'il ne restreigne pas ses importations. Dans le même temps, des think-tanks néolibéraux locaux et une partie de l'élite nationale ont appelé le pays à déclarer un défaut de paiement et à restructurer sa dette extérieure avec le soutien du FMI, affirmant que cela pourrait conduire à une reprise rapide.

[2] Kadirgamar, Ahilan. 2013. "Second Wave of Neoliberalism: Financialisation and Crisis in Post-War Sri Lanka." Economic and Political Weekly, août 2013.

Le dix-septième programme du FMI

Au début de l'année 2022, le gouvernement a décidé de s'engager dans un programme du FMI. Pour la première fois depuis son indépendance, le Sri Lanka a déclaré un défaut de paiement préventif sur sa dette extérieure en avril 2022, alors que le service de la dette ne s'élevait qu'à 78 millions de dollars ce mois-là et que le prochain remboursement important au titre de l'ISB n'était prévu qu'en juillet. Considéré comme un modèle d'État développementiste dans les années 1970, ayant survécu à la longue récession mondiale et étant resté solvable tout au long d'une guerre civile dévastatrice et interminable, le pays s'était désormais retrouvé en défaut de paiement après avoir été acclamé comme exemple de réussite en matière de développement rapide au cours des années d'après-guerre. Alors que les manifestations contre la pénurie de denrées de première nécessité importées s'intensifiaient, le président Gotabaya Rajapaksa a fui le pays et son parti a désigné Ranil Wickremesinghe, chef d'un parti qui n'avait remporté qu'un seul siège au Parlement, au poste de président en juillet 2022, en raison de sa proximité avec les États-Unis. Un accord au niveau des services a été conclu avec le FMI en l'espace de deux mois, plusieurs « mesures préalables » exigées par le FMI ayant été rapidement mises en œuvre.

La stratégie du FMI consistait à retarder l'approbation du 17ème programme par son Conseil d'administration jusqu'à la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures préalables, parmi lesquelles une forte dévaluation de la roupie, la hausse drastique des taux d'intérêt, la tarification de l'énergie aux prix du marché et la suppression des subventions.[3] Ce fut un choc terrible pour l'économie et la population du Sri Lanka, marqué par la suppression de près d'un demi-million d'emplois sur une population active de 8 millions de personnes, le quadruplement des coûts de l'électricité dans certaines régions et un taux de pauvreté qui a bondi de 6 % à plus de 25 %.[4] Ces mesures radicales ont été rendues possibles par le fait que le Sri Lanka était désormais en défaut de paiement et se trouvait à la merci du FMI, qui disposait d'un pouvoir d'influence sans précédent en raison de son rôle d'arbitre dans la restructuration de la dette. Le programme du FMI a finalement été approuvé en mars 2023, après plus d'un an d'application des conditions fixées par le Fonds. Cette réalité a mis en évidence le caractère fallacieux des affirmations de l'élite politique et diplomatique selon lesquelles la crise de la dette du Sri Lanka serait résolue par un défaut de paiement précoce et le recours au FMI pour une restructuration rapide de la dette.

Le programme du FMI, présenté dans les médias comme un plan de sauvetage, n'a en réalité apporté qu'une maigre contribution de 3 milliards de dollars sur quatre ans, soit moins de 4 % des recettes d'exportation du Sri Lanka pendant cette période. Une aide budgétaire supplémentaire de 4 milliards de dollars, octroyée par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, était subordonnée à la mise en œuvre de nouveaux programmes axés sur le marché et à la restructuration des institutions publiques, notamment à l'adoption de nouvelles lois modifiant radicalement l'économie politique du pays.[5]

La restructuration de la dette

L'analyse de la viabilité de la dette

L'un des problèmes que posait le programme du FMI tenait au conflit d'intérêts, l'institution jouant à la fois le rôle de prêteur et d'arbitre dans le cadre de la restructuration de la dette du Sri Lanka. Dans ce contexte, son analyse de la viabilité de la dette (DSA) a suscité de nombreuses inquiétudes. Ce programme quadriennal

[3] Fonds monétaire international. 2023. "Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility—Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Sri Lanka." Mars 2023.

[4] Banque mondiale. 2023. "Sri Lanka Development Update: Time to Reset." Avril 2023.

[5] Banque mondiale. 2023. "World Bank Group Adopts Country Partnership Framework for Sri Lanka to Help Reset the Economy, Protect the Poor." 28 juin 2023.
Banque asiatique de développement. 2023. "ADB Approves $350 Million for Sri Lanka Economic Stabilization Program." 29 mai 2023.

ne prévoyait qu'un allègement limité de la dette et était assorti, à la fin, d'un moratoire sur le remboursement de la dette – les institutions multilatérales qualifiées de « super senior » étant exemptées de la restructuration de la dette – qui devrait porter la dette extérieure et intérieure à 95 % du PIB. De plus, avec la fin du programme du FMI en 2027, le service de la dette extérieure est projeté à 4,5 % du PIB par an, soit 30 % des recettes publiques. Qui plus est, il nécessite chaque année l'émission de 1,8 % du PIB sous forme d'obligations souveraines internationales (ISB). Le programme du FMI visait essentiellement à permettre au Sri Lanka de réintégrer les marchés financiers internationaux, qui sont sans doute à l'origine de la crise.[6] Enfin, la DSA a préconisé une réduction du service de la dette intérieure de 1,5 % du PIB afin de ramener les besoins bruts de financement du pays à 12,7 % du PIB entre 2027 et 2032 (remboursements du principal : 9,1%, paiements d'intérêts : 5,9 % et objectif d'excédent budgétaire primaire : 2,3 %, le tout en pourcentage du PIB) en fusionnant dette extérieure et dette intérieure et en rendant nécessaire la restructuration de la dette intérieure du pays.

La restructuration de la dette intérieure

L'aspect le plus scandaleux du processus de restructuration de la dette par le FMI, bien qu'il prétende rester neutre sur la question de la restructuration de la dette intérieure (DDR), a été sa collusion avec les détenteurs d'obligations pour imposer une restructuration de celle-ci, alors même que le Sri Lanka n'était pas en défaut de paiement sur sa dette intérieure. Les détenteurs d'obligations soutenaient que la DDR était nécessaire pour garantir l'équité de traitement. En conséquence, le Fonds de prévoyance des salariés (EPF) et les autres fonds de retraite ayant investi dans des obligations d'État ont dû réduire leurs rendements de 0,5 % du PIB par an pendant les seize années de restructuration de la dette, de 2022 à 2038, afin que les besoins bruts de financement du pays puissent être ramenés à 12,7 % du PIB. Cela représente un coût d'opportunité de près de 47 % en termes de rendement pour les fonds de retraite.[7] En procédant à cette restructuration, la Banque centrale du Sri Lanka se trouvait elle-même en situation de conflit d'intérêts, puisqu'elle était dépositaire de fonds de retraite tels que l'EPF en même temps qu'elle procédait activement à leur restructuration, au détriment de leur rendement. Les institutions financières et les particuliers fortunés qui avaient investi dans des bons du Trésor n'ont pas été touchés, tandis que les revenus de retraite futurs des travailleurs, parmi lesquels des cueilleurs de thé et des ouvriers du textile dont les salaires étaient déjà inférieurs au seuil de pauvreté, ont été décimés.

La restructuration de la dette extérieure

Le processus de restructuration de la dette extérieure (EDR) a été assez long, et il a fallu près de deux ans et demi pour parvenir à un accord avec les détenteurs d'obligations. La position de négociation intransigeante des détenteurs d'obligations a été le principal point d'achoppement, alors même que le FMI avait déjà émis un avis favorable (DSA). Leurs demandes n'ont jamais satisfait au critère de comparabilité appliqué par les bailleurs de fonds bilatéraux. Sous la houlette d'un président autoritaire et pro-occidental, un accord a été conclu à la hâte avec les détenteurs d'obligations deux jours avant qu'il ne soit destitué lors des élections présidentielles de septembre 2024. Cette manœuvre grossière, la complicité du FMI avec les détenteurs d'obligations et les pressions éhontées exercées par le bloc occidental sur le nouveau régime pour qu'il accepte l'accord, sont caractéristiques de la manière dont la restructuration de la dette est politiquement orchestrée dans l'intérêt du capital financier mondial.[8] Les détenteurs d'obligations ont mis en place un instrument financier inédit, appelé « obligations indexées sur les données macroéconomiques »,

[6] Fonds monétaire international. 2023. "Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility—Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Sri Lanka." Mars 2023.

[7] Kadirgamar, Ahilan, Madhulika Gunawardena, Shafiya Rafaithu et Sinthuja Sritharan. 2023. "Frequently Asked Questions on Domestic Debt Restructuring." Daily FT. 12 septembre 2023.

[8] Kadirgamar, Ahilan, Shafiya Rafaithu et Yathursha Ulakentheran. 2024. "Debt's Political Fix: Elections and Bond Deals in Sri Lanka." Phenomenal World. 23 octobre 2024.

qui n'apportera en fin de compte qu'un allègement très limité de la dette si le PIB du Sri Lanka libellé en dollars reste élevé entre 2025 et 2027. Dans ce contexte, même si la croissance du PIB réel est faible, une appréciation de la roupie — probable dans le cadre du programme d'austérité et de ciblage de l'inflation mis en place par le FMI — entraînerait une augmentation du PIB en dollars et, par conséquent, une hausse des obligations de remboursement du Sri Lanka, tant en principal qu'en intérêts, au cours des années suivantes.[9] Selon les estimations actuelles, le PIB du Sri Lanka pour 2025 s'élèverait à 108,8 milliards de dollars ; autrement dit, le pays ne subirait qu'une décote de 16 % de la part des détenteurs d'obligations, contre 27 % si son PIB libellé en dollars s'élevait à 84,7 milliards. En conséquence, le Sri Lanka pourrait verser environ 4,9 milliards de dollars de plus aux détenteurs d'obligations au titre du service de la dette entre 2028 et 2038, par rapport au scénario d'un PIB en dollars plus faible.

Les conséquences sociales et économiques

Le programme du FMI, combiné à la restructuration de la dette, a eu des conséquences désastreuses pour la société sri-lankaise. Comme indiqué plus haut, sans l'étranglement né de cette restructuration, dont le FMI est l'arbitre, il n'aurait pas pu, comme l'ont montré les seize programmes précédents, imposer une batterie de mesures aussi paralysantes, assorties d'une austérité rigoureuse qui a dévasté la population et sapé des institutions étatiques établies de longue date.

Le PIB du Sri Lanka a fortement reculé en 2022 et 2023 en raison des mesures préalables et des conditions du programme du FMI. Ces reculs, survenus après deux années de récession liée à la pandémie de COVID-19, ont donné naissance à une génération perdue. Selon la Banque mondiale, le PIB du Sri Lanka ne retrouvera son niveau de 2018 qu'en 2026, et les taux de pauvreté antérieurs à la crise ne seront rétablis qu'en 2034.[10] Le taux de pauvreté a dépassé les 25 %, la vulnérabilité multidimensionnelle, telle que calculée par le PNUD, s'élève à plus de 55 %, plus de 500 000 emplois ont été perdus sur une population active de 8 millions, et divers rapports font état d'une augmentation des taux de malnutrition et d'abandon scolaire. En réponse à ces difficultés sociales, un nouveau programme de protection sociale ciblé, baptisé Aswesuma, a été mis en place, avec une enveloppe budgétaire qui ne représente que 0,6 % du PIB. Conçu par la Banque mondiale et mis en œuvre en pleine crise, il a bouleversé le programme existant alors qu'il est aujourd'hui largement considéré comme un échec.[11]

Les réformes du FMI sont conçues de telle manière que chaque choc ultérieur est immédiatement absorbé, y compris par les couches les plus vulnérables de la société. Le FMI a exigé que le Sri Lanka aligne le prix de l'énergie sur celui du marché, ce qui a occasionné la coupure de l'électricité pour plusieurs centaines de milliers de foyers. Les pêcheurs ont du mal à se procurer du kérosène pour leurs petits bateaux à moteur et certains se sont tournés vers les bateaux à rames. Les mesures d'austérité et, plus généralement, la hausse des coûts du carburant ont donc entraîné une baisse de la production.

[9] En juillet 2025, le FMI a confirmé ce scénario prévu : « La hausse prévue du taux de change réel entraîne une augmentation du PIB en dollars, ce qui déclenche le premier seuil de PIB pour les ajustements des obligations indexées sur les données macroéconomiques (MLB). Plus précisément, le PIB moyen en dollars prévu pour la période 2025-2027 s'élève désormais à 98,7 milliards de dollars, contre un premier seuil de 94,0 milliards de dollars fixé par l'instrument MLB. Cela se traduit par une hausse des taux d'intérêt de 25 à 75 points de base, selon la série d'obligations, et par une augmentation de 13 % du capital des obligations souveraines internationales (ISB) restructurées. La contribution de l'allègement de la dette à la réduction du déficit de financement extérieur reste importante. » Fonds monétaire international. 2025 "Sri Lanka: Fourth Review Under the Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility, Requests for Waiver of Applicability of Performance Criteria, Modification of Performance Criteria, and Financing Assurances Review-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Sri Lanka". Juillet 2025. Chandrasekhar. C.P. 2024. "Sri Lanka's Debt Restructuring: A Win for Private Bondholders," Economic and Political Weekly, juillet 2024.

[10] Banque mondiale. 2025. "Sri Lanka Development Update: Better Spending for All." Octobre 2025.

[11] Kadirgamar, Ahilan. 2025. "Long history of failures Sri Lanka's Lost Decades and Flawed World Bank Projects." Daily Mirror. 15 septembre 2025.

La soi-disant croissance du PIB en 2024 et 2025 n'est rien d'autre que l'effet de base consécutif à une contraction massive. En effet, le programme du FMI prévoyait un excédent budgétaire primaire extrêmement élevé, de 2,3 % ; ce qui ne laissait aucune marge de manœuvre pour une relance économique. Il est désormais largement admis que la soi-disant stabilisation du Sri Lanka pilotée par le FMI a privé le pays d'une stratégie de croissance.

Les conséquences à long terme du programme du FMI et de la restructuration de la dette sont extrêmement préoccupantes. De nombreuses réformes juridiques ont été exigées du gouvernement, parmi lesquelles les modifications de la loi sur la Banque centrale, de la loi bancaire, de la loi sur la gestion des finances publiques, de la loi sur l'Office de l'électricité de Ceylan, ainsi que de nombreuses autres lois relatives aux partenariats public-privé et aux entreprises publiques. Ces modifications transforment radicalement le fonctionnement des institutions publiques et les services que les citoyens peuvent attendre de l'État. En réalité, cette pression antidémocratique exercée par le FMI et la Banque mondiale revient à dire que le Sri Lanka a troqué sa souveraineté contre une restructuration de sa dette extérieure, le FMI jouant le rôle de prêteur sur gages.

Les enseignements pour le Sénégal et d'autres pays en situation de crise de la dette

Voici quelques enseignements tirés de l'expérience du Sri Lanka en matière de restructuration de la dette dans le cadre d'un programme du FMI, qui pourraient s'avérer pertinents pour le Sénégal et, éventuellement, d'autres pays en situation de crise de la dette.

Il serait préférable que la restructuration de la dette se fasse par le biais de négociations entre le pays et ses bailleurs de fonds, sans intervention du FMI et sans qu'il ne soit nécessaire de recourir au défaut de paiement. Celui-ci ne devrait être envisagé qu'en dernier recours, surtout s'il n'existe pas de mécanismes favorables à la restructuration de la dette. L'expérience du Sri Lanka montre également clairement que le Club de Paris et les puissances occidentales et pro-occidentales feront pression pour imposer une restructuration de la dette sous l'égide du FMI après un défaut de paiement. Si celui-ci ne peut être évité, il vaut mieux envisager un défaut sélectif,

par exemple en ne ciblant que la dette commerciale, telle que les ISB, et en évitant de recourir à nouveau à l'emprunt commercial. En réalité, cela reviendrait à rester en défaut de paiement vis-à-vis de certains acteurs pendant une longue période. Cela nécessiterait de négocier avec, peut-être, un ou plusieurs grands donateurs bilatéraux afin d'obtenir une ligne de crédit permettant de surmonter la crise.

Même dans les cas où le défaut de paiement est la seule option envisageable pour tout ou partie de la dette extérieure, il est important d'éviter de recourir à un programme du FMI dans le cadre du processus de restructuration, car le FMI et ses institutions multilatérales alliées en profiteront pour imposer des mesures d'austérité dévastatrices et des réformes axées sur le marché.

Aucune négociation relative à la restructuration de la dette extérieure ne devrait inclure une DDR. De toute évidence, le FMI et les créanciers extérieurs, en particulier les détenteurs d'obligations, tenteront de fusionner dette extérieure et dette intérieure, ce qui a également de graves répercussions sur la politique budgétaire d'un pays en situation de crise économique majeure et de surendettement extérieur.

Dans le pire des cas, à savoir un défaut de paiement et la mise en place d'un programme du FMI, il est essentiel de veiller à ce que le pays réalise sa propre analyse de la viabilité de la dette. De plus, les négociations avec le FMI devraient être menées en tenant pleinement compte des « mesures préalables » et des « critères structurels » susceptibles de compromettre les capacités et le fonctionnement de l'État. En outre, il convient de privilégier une stratégie de croissance en limitant les objectifs d'excédent budgétaire primaire ; l'austérité et les excédents budgétaires destinés au remboursement de la dette ne mèneront qu'à une stagnation à long terme et, éventuellement, à des crises de la dette à répétition.

IDEAS-Africa Network LBG (IDAN)

Bureau d'Accra :
Kwame Nkrumah Complex, Institute of Africa Studies, University of Ghana, Legon, Ghana

reponse@idan.africa

Bureau de Dakar :
Lot 55-56, Immeuble Serigne Saliou 8e étage, Appt 8A près Cité CPI, VDN | Dakar – Sénégal

+221 33 826 15 40
dakaroffice@idan.africa

IDEAS AFRICA NETWORK LBG IDAN